

rejeté les propositions contenues dans la déclaration. Le président Roh préconisait notamment une formule de libre-échange économique et des échanges culturels entre les deux États.

La position actuelle du Canada

Le Canada est un des partenaires de la coalition anti-vietnamienne qui réunit également la Chine, l'Association des États de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), le gouvernement de coalition du Kampuchéa démocratique (GCKD), certains pays d'Europe occidentale et les États-Unis. En 1979, après l'invasion vietnamienne, Ottawa a suspendu son aide au Vietnam et a reconnu, en 1982, le GCKD. Nous appuyons les efforts de paix tels que ceux déployés par les pays de l'ASEAN et avons, encore une fois, co-parrainé la résolution des Nations-Unies sur la situation au Kampuchéa, au mois d'octobre 1987. Ottawa apporte aussi un soutien financier aux éléments non communistes du gouvernement de coalition du Kampuchéa démocratique. Enfin, le gouvernement canadien a versé des dizaines de millions de dollars pour venir en aide aux réfugiés indochinois dans les premiers pays d'asile et a accueilli plus de 100 000 d'entre eux au pays. Certains observateurs reprochent au Canada d'être trop lié aux États-Unis, aux pays de l'ASEAN et à la Chine en ce qui concerne sa position à l'égard du Vietnam. Ces derniers préconisent une politique canadienne plus spécifique et moins passive dans la région.

À la 42^e session de l'Assemblée générale des Nations-Unies, le député canadien John Bosley a fait une déclaration sur la situation au Kampuchéa, le 14 octobre 1987, journée où la résolution a été présentée. Après avoir vivement condamné "l'occupation permanente par l'étranger" et rappelé les souffrances du peuple khmer, M. Bosley a affirmé :

(...) il ne peut exister de base réaliste en vue d'une solution avant que le Vietnam ne s'engage à retirer au plus tôt ses troupes. Le Vietnam devra bientôt prendre un tel engagement ou se voir accusé du même impérialisme dont il accusait autrefois les autres. Pour sa part, le Canada continue d'appuyer l'ASEAN dans ses efforts visant à trouver une solution politique durable qui apportera au peuple khmer ce qu'il mérite - paix, justice,